Le président préside … mais ne gouverne pas !

Le 21 septembre, jour de la Saint Mathieu, patron des douaniers, s'est tenu le Groupe de Travail (GT) sur la programmation immobilière (PI) 2018 de la Masse des Douanes.

Introduction

La PI késaco ?

Chaque année, l'Etablissement Public Administratif (EPA) Masse investit une somme variable en fonction des ressources financières dans des travaux de rénovation des cités Masse.

- **Étape 1 :** Les Commissions Territoriales de la Masse (CTM – ex Commissions Régionales de la Masse) se réunissent et font remonter leurs demandes au Service Central (SC) de la Masse ; les demandes font l'objet d'un vote local.
- **Étape 2 :** Ces demandes sont ensuite compilées par le SC pour une présentation aux administrateurs élus représentants des personnels.
- **Étape 3 :** Un classement après discussions, débats et propositions est ensuite fait pour vote en Conseil d'Administration (CA).

Informations factuelles

Récupérations sur travaux : À noter qu'à partir de 2018 certains travaux feront l'objet de « *récupérations sur travaux* » : en résumé les locataires vont être taxés sur le montant de la PI.
Nombre de demandes : Pour 2018, ce sont 114 demandes issues des CTM qui sont remontées, pour un montant de 10,54 millions d'€uros. Il y eut aussi des demandes de rénovations d'appartements pour 865 000 €. Pour cette PI, le nombre de demandes est en légère baisse par rapport à l'année précédente, mais le montant reste quasi identique.
Budget : Le budget prévu varie entre 2 126 795 € et 2 759 935 € donc on est loin de pouvoir satisfaire les demandes !
Bon voilà pour la théorie et le fonctionnement normal…

Absence de documents et de réponse…

Problématique : À peine 8 jours avant la réunion nous avions reçu 5 ou 6 documents pour la tenue de ce GT. Documents imprécis, incomplets ou absents !

Notre intervention en amont : Les représentants SOLIDAIRES ont donc demandé à la direction de l'EPA les documents complémentaires à savoir :

- tableau de l'ensemble des demandes,
- Procès-Verbaux (PV) des CTM ayant validé ces demandes,
- possibilité de consulter les dossiers d'études,
- listage précis des travaux donnant lieu à récupération.

Réponse de la direction : Grand mutisme de la direction de l'EPA…
Pas grave, l'EPA a un président (le DG M. Gintz) qui fut alors saisi de notre demande… Et là, la réponse fut claire et sans équivoque « *De manière générale, l'information des administrateurs et membres des CTM* [dont les représentants élus des personnels] *est une priorité de l'établissement* ».
Nous voilà donc rassurés, le « boss » l'a dit.

Sauf que… : Malheureusement jusqu'au GT, nous ne reçûmes pas de nouveau document… De sorte que le jour du GT ce fut « irréel » !

Notre réintervention : SOLIDAIRES a commencé le GT en mentionnant que :

- **PV 2016 des CTM** → 6 ou 7 PV communiqués alors qu'au moins une 20aine de CTM se sont tenues,
- **PV 2017** → aucun PV communiqué,
- **demandes des CTM** → pas de liste exhaustive communiquée !

Mutisme du SC qui patauge dans des pseudo-explications, se garde de transmettre des documents et parle de « *problèmes d'effectifs* » au sein du SC.

> ***Notre avis** : Les agents partent ? Cela est malheureusement « normal », au regard de l'ambiance et de la considération de leurs chefs.*

Chief-power…

Écrasante com'
Au passage nous notons que le SC s'assoie sur la volonté du Président, pour nous passer son habituel *power-point* et ses magnifiques *slides* !

Préparation ? Postparation !
La vice-présidente (sous-directrice B) note tout ce qu'il faudra communiquer en sus de ce GT ?
Nouvelle méthode de débat : on discute et après on a les documents servant de base aux discussions !

Une direction douanière
Ouf, nous notons la présence à ce GT du nouveau directeur de l'EPA Alain LEFEBVRE, Directeur des Services *Douaniers* (DSD) : enfin donc un douanier à la tête de l'EPA.

Anecdotes croupissantes ?

Quelques anecdotes pour ce GT… qui pourraient faire rire, si derrière cet amateurisme, il n'y avait l'enjeu de la survie et de la pérennité de l'EPA Masse, héritage des douaniers nos anciens !

1/ Caraïbes

Suite aux cyclones *Irma* et *Maria*, on découvre :

- Que le SC a des informations parcellaires de l'état des cités, et que l'idée de **suspendre** le prélèvement des **loyers** aux locataires – qui n'ont plus de toit – ne les a même pas effleuré…
- Des explications floues sur la **prise en charge des travaux**… la gestion du dossier est lamentable !

2/ Étude d'une proposition de la PI 2018 – Isolation des fenêtres de la cité de La Rochelle

En quoi cela consiste ? Réponse : il y a des fuites sous les fenêtres.
Malfaçon ? Les membres du GT ayant fait remarquer que la cité a été rénovée il y a moins de 10 ans (de mémoire, sous réserve), conclurent que le problème doit être le résultat d'une malfaçon lors de cette rénovation.
Le SC ? Lui non plus ne sait pas quand précisément eut lieu la rénovation, mais est d'accord avec notre analyse…
Locataire « vache à lait » : Petit problème le SC va demander aux locataires, grâce à la « récupération sur travaux », de participer à la réparation des c… faites lors des travaux !
Solutions alternatives : Mettre des pénalités aux mandataires chargés de (et grassement payés pour) suivre les travaux, ou faire valoir toutes les voies juridiques de recours ? Grand débat pendant lequel la vice-présidente reconnaît que c'est « compliqué »…
Solution retenue… : Bref, plus simple de taxer le locataire ! Vous savez celui qui « a les moyens » comme dirait le Président !

3/ Inscription au titre de la PI des frais liés aux diagnostics divers et obligatoires pour le bailleur

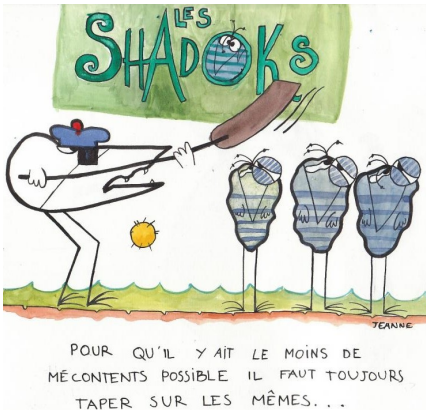
L'intérêt est bien sûr de pouvoir taxer ce nanti de douanier !

4/ Rénovations d'appartements

Nous découvrons là que des demandes de CTM, votées, ont été supprimées sans explications.

5/ Demande de listage des travaux entrant dans la récupération sur travaux

Le SC ne sait pas ! D'ailleurs c'est vrai, vaut mieux taxer sur tout que de détailler… Face aux questions, la directrice par intérim bredouille et se perd dans des propos et explications hors sujet.
Bref on sent une absence totale de connaissance des sujets et la vice-présidente (sous-directrice B) n'arrive pas à la sortir de ce bourbier !



Le GT PI 2018 remplit l'indicateur dialogue social mais, niveau intérêt de ce GT, c'est tout… En réalité, **se prépare un passage en force au Conseil d'Administration (CA) du choix arbitraire du Service Central**.
SOLIDAIRES a demandé la tenue d'un second GT, un vrai avec des documents et une possibilité de dialogue… Malheureusement pas de disponibilité avant Noël au pied du sapin.
Le président affiche une volonté de sauver l'EPA… mais force est de constater que pour cela, à part taxer les locataires pour renflouer les caisses, rien ne va dans ce sens, voire même va dans le sens contraire !
Mais à propos de volonté du Président, nous pouvons légitimement s'interroger sur sa capacité à se faire obéir et à ce que ses engagements soient suivis d'effets.

Pour SOLIDAIRES siégeaient Gérald Mancell et Edwige Yot. Pour plus de précisions, n'hésitez pas à les contacter.